

Le préfet à l'écoute des artisans du bâtiment

Face à face hier entre les représentants de la Capeb 79 et le préfet. Les sujets d'inquiétude ne manquent pas dans le secteur du bâtiment.

Le bâtiment ne pas va... Pas de plainte déplacée mais une analyse objective de conjoncture en forme de face à face entre le préfet et les artisans du bâtiment, hier après-midi à Niort. Deux chiffres pour dresser le tableau : « Trente-neuf entreprises du bâtiment ont disparu pour 550 emplois en moins », détaille Pascale Marteau, présidente de la Capeb 79 (confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment ; 650 adhérents).

Peu de chômage partiel

Pierre Lambert complète : « 228 licenciements touchant 66 entreprises du bâtiment en 2012. Depuis le début de l'année, 73 licenciements dans 11 entreprises ». Le préfet relevant au passage le « faible recours au



Pierre Lambert a rencontré pendant plus d'une heure les représentants de la Capeb 79.

griefs récurrents dans le secteur, Pascale Marteau redoute les conséquences du passage de la TVA de 7 % à 10 % en 2014, « catastrophique », dit-elle. Comme il le fera aujourd'hui (16 h 30) à la CCI de Niort, de

compétitivité et l'emploi », notamment le crédit impôt, « un process de recréation de richesse », misant sur « l'engagement des banques ».

Deux priorités parallèles, aux mesures de soutien en faveur de

Dans ce registre, Pascale Marteau pointe aussi la concurrence jugée « déloyale » des autoentrepreneurs, « un dispositif qui n'a pas vraiment fait ses preuves », admet Pierre Lambert, découvrant au passage l'émergence de nouveaux groupements d'indépendants et entrepreneurs qui se positionnent sur de gros chantiers. La question de la préférence du prix dans les appels d'offre publics, le travail clandestin, la nécessité d'élargir les prêts à taux zéro à la rénovation... le préfet note consciencieusement les inquiétudes et revendications. Comme il y a peu auprès de la fédération du bâtiment, Pierre Lambert s'est engagé à passer le message aux collectivités « qui ont encore des ressources », assure le représentant de l'Etat.